

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 229/19/AOO

Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes

Tranche ferme : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes.

Tranche conditionnelle : Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde.

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	12
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	13
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	13
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	15
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	3
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	5
ARTICLE 03 : TYPE DU MARCHE	5
ARTICLE 04 : DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
ARTICLE 05 : INDEMNITES	5
ARTICLE 06 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 07 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	6

ARTICLE 08 :	REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX _____	6
ARTICLE 09 :	RESILIATION _____	6
ARTICLE 10 :	DOMICILE DU PRESTATAIRE _____	6
ARTICLE 11 :	REGLEMENT DES DIFFERENDS _____	7
ARTICLE 12 :	CAS DE FORCE MAJEURE _____	7
ARTICLE 13 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION _____	7
ARTICLE 14 :	NANTISSEMENT _____	7
ARTICLE 15 :	DROIT APPLICABLE _____	7
ARTICLE 16 :	DROITS ET TAXES _____	7

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES – Tranche ferme _____ 8

ARTICLE 01 :	MAITRE D'OEUVRE _____	8
ARTICLE 02 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX. _____	8
ARTICLE 03 :	DELA ET DUREE D'EXECUTION DU MARCHE. _____	8
ARTICLE 04 :	VALIDATION DES LIVRABLES. _____	8
ARTICLE 05 :	PENALITES POUR RETARD. _____	8
ARTICLE 06 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE. _____	9
ARTICLE 07 :	RECEPTION DES PRESTATIONS. _____	9
ARTICLE 08 :	DELA ET NATURE DE GARANTIE _____	9
ARTICLE 09 :	MODALITES ET DELAIS D'INTERVENTIONS, NIVEAUX DE SERVICE. _____	11
ARTICLE 10 :	MODALITES DE PAIEMENT _____	11
ARTICLE 11 :	CONFIDENTIALITÉ DES RENSEIGNEMENTS. _____	12
ARTICLE 12 :	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE BREVETS – COPYRIGHT. _____	12
ARTICLE 13 :	DESCRIPTION DU PROJET. _____	12
ARTICLE 14 :	DEFINITION DES PRIX _____	16
ARTICLE 15 :	FORMATION ET ASSISTANCE TECHNIQUE _____	22
ARTICLE 16 :	EQUIPE DU PRESTATAIRE _____	22

CHAPITRE 3 : CLAUSES TECHNIQUES – Tranche conditionnelle- _____ 24

ARTICLE 01 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	24
ARTICLE 02 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX. _____	24
ARTICLE 03 :	CONSISTANCE DES PRESTATIONS A REALISER. _____	24
ARTICLE 04 :	DUREE DU MARCHE. _____	25
ARTICLE 05 :	PENALITES POUR RETARD. _____	25
ARTICLE 06 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE. _____	26
ARTICLE 07 :	RECEPTION DES PRESTATIONS. _____	26
ARTICLE 08 :	GARANTIE. _____	26
ARTICLE 09 :	MODALITES DE PAIEMENT _____	26
ARTICLE 10 :	CONFIDENTIALITÉ DES RENSEIGNEMENTS. _____	26
ARTICLE 11 :	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE BREVETS – COPYRIGHT. _____	27
ARTICLE 12 :	DEFINITION DES PRIX _____	27

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N°229/19/AOO**

Le **mercredi 27 novembre 2019 à 10h00**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes.**

Tranche ferme : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes.

Tranche conditionnelle : Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de :

- **Tranche ferme : 99 000,00 DHS.**
- **Tranche conditionnelle : 14 000,00 DHS**

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de :

- **Tranche ferme : 6 660 000,00 DHS.**
- **Tranche conditionnelle : 966 000,00 DHS/AN**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) au plus tard le **mercredi 27 novembre 2019 à 9h00** ;
- 2) Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- 4) Soit les remettre, sur support papier, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus **ne sont pas admis.**

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 229/19/AOO

Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes

Tranche ferme : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes.

Tranche conditionnelle : Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	12
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	13
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	13
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	15
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	3
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	4

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes.**

Tranche ferme : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes.

Tranche conditionnelle : Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde.

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme,

au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres ; **Pour les groupements**, l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- A3.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ; **Pour les groupements**, le cautionnement doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.

- A4.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

- B2. Une attestation fiscale** ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

- B3. Une attestation** ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

- B4.** Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessus (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur

la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Il est demandé aux concurrents de présenter les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Aussi, il est demandé à chaque concurrent d'accompagner chaque dossier (administratif et technique, additif, offre technique et offre financière) d'un **état des pièces** qui le constitue.

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- Le nom, l'adresse, l'e-mail et le fax du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, **Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, **Trois (03) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les **enveloppes** visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques et financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur);
- Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule Interface Achats à l'adresse précitée ;
- Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Soit les remettre sur support papier au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés dans l'avis d'appel d'offres ne seront pas admis.

Lorsque le concurrent opte pour **la soumission par voie électronique**, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes, prévues à l'article 12 du présent règlement de consultation, doivent être regroupées dans un fichier électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

A cet effet, lesdites pièces doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant dûment habilité, avant leur insertion dans le fichier électronique. Cette signature se fait au moyen d'un certificat électronique délivré par une autorité de certification agréée, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Le dépôt des plis par voie électronique fait l'objet d'un horodatage automatique, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique à travers le portail des marchés publics au concurrent concerné.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être selon le mode de soumission choisi par le concurrent :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- soit **transmis**, par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

NB : La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format papier.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli, sur support papier, fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Lorsque la soumission est faite par voie électronique, le retrait du pli du concurrent s'effectue par le biais du certificat électronique cité ci-haut et les informations relatives au retrait sont enregistrées automatiquement sur le registre des dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

L'ouverture des plis des concurrents présentés sur support papier et des plis transmis par voie électronique se fait simultanément durant la même séance d'ouverture des plis.

NB : La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Les offres des concurrents, déposées sur support papier ou transmises par voie électronique, sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



Adresse : **Département des Achats**
Office National des Aéroports
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Boîte postale : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



E-mail : achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes

Tranche ferme : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes.

Tranche conditionnelle : Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde.

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. **Les attestations de référence** originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à l'objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- L'année de réalisation (**Durant les cinq dernières années**).

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

- 1) Un descriptif technique comprenant les éléments suivants :
 - a) La méthodologie de gestion du projet proposée ;
 - b) La méthodologie de gestion des prestations de la maintenance ;
 - c) Le planning envisagé pour la réalisation du projet et décrivant l'ordonnancement des tâches ;
 - d) Une synthèse détaillée de l'offre proposée qui précise l'architecture de la solution et les caractéristiques des équipements à fournir.
 - e) Les fiches techniques du constructeur en Français ou Anglais des équipements proposés.
 - 2) Une attestation signée par les fabricants des équipements et l'éditeur du logiciel attestant l'agrégation et l'aptitude du concurrent à livrer, installer et mettre en service les produits objet de cet appel d'offres. Cette attestation doit mentionner le numéro et l'intitulé du présent appel d'offres.
 - 3) DVD-ROM contenant la version numérisée de l'offre technique
- Profils exigés du personnel affecté au projet :
- Un chef de projet :
 - ✓ Ayant une formation en informatique de Bac + 5 au minimum, et maîtrisant les différentes technologies de sauvegarde et de stockage ;

- ✓ Ayant au moins huit (08) ans d'expérience et ayant conduit au moins deux (2) projets similaires.
- Un ingénieur sauvegarde/stockage :
 - ✓ Ayant une formation en informatique de Bac + 5 au minimum, expert de la solution de sauvegarde proposée ;
 - ✓ Ayant au moins cinq (5) ans d'expérience et certifié sur les solutions proposées par le titulaire.
- 2 Techniciens en sauvegarde :
 - ✓ Ayant une formation en informatique de Bac + 2 au minimum et maîtrisant l'implémentation et l'administration des équipements de sauvegarde.
 - ✓ Ayant au moins trois (3) ans d'expérience.

Fournir pour tous les profils ci-dessus :

- 4) Les CV en précisant les diplômes, les qualités et les anciennetés dans le domaine objet de l'appel d'offres ;
- 5) Copie des diplômes et/ou des certificats ;

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'offre moins-disante **sur la base du prix global combinant le prix de la tranche ferme et le prix de la tranche conditionnelle pour les trois années.**

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **229/19/AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes**
Tranche ferme : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes.
Tranche conditionnelle : Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde.

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1)** M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2)** Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3)** Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4)** M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) A m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;

- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Constitution d'une caution personnelle et solidaire au titre du cautionnement provisoire

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°** en date du

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(Dénomination de la société) **(1)**
- b) La société.....(Dénomination de la société), **pour sa partie dans le groupement (1)**
- c) La société.....(Dénomination de la société) **pour le compte du Groupement de sociétés.....**(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- d) Le Groupement(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(Nom & Prénom de la **personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de (Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 229/19/AOO relatif à « Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes »(Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2).**

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire.

Le cautionnement provisoire doit être établi séparément pour chacune des tranches (Ferme et conditionnelle).

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 229/19/AOO du **mercredi 27 novembre 2019**.

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes**

Tranche ferme : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes.

Tranche conditionnelle : Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde.

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent

a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Tranche ferme :

- Montant hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Taux de la T.V.A. : **20%** ;
- Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

Tranche conditionnelle :

- Montant annuel hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Taux de la T.V.A. : **20%** ;
- Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Montant annuel T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnel).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)

AO N° : 229/19/AOO

Objet : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes

Tranche ferme : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes.

N°ITEMS	DESIGNATIONS DES OUVRAGES	UDM	QTE	PU HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT HORS TVA EN CHIFFRES
1	Appliance de sauvegarde	Unité	2		
2	Robot de sauvegarde	Unité	2		
3	Logiciel de sauvegarde	Ensemble	1		
4	Switch Fibre Channel	Unité	4		
5	Serveur	Unité	2		
6	Ingénierie et mise en service de la solution	Forfait	1		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA 20%					
TOTAL TVA COMPRISE					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**AO N° : 229/19/AOO**

Objet : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes

Tranche conditionnelle : Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde.

N°ITEMS	DESIGNATIONS DES OUVRAGES	UDM	QTE	PU TRIMESTRIEL HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT ANNUEL HORS TVA EN CHIFFRES
1	Maintenance de la plateforme de sauvegarde	Trimestre	4		
TOTAL ANNUEL HORS TVA					
TAUX TVA 20%					
TOTAL ANNUEL TVA COMPRISE					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 229/19/AOO

Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes

Tranche ferme : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes.

Tranche conditionnelle : Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde.

Table des matières

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 03 : TYPE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 04 : DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
ARTICLE 05 : INDEMNITES.....	5
ARTICLE 06 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 07 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	6
ARTICLE 08 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	6
ARTICLE 09 : RESILIATION.....	6
ARTICLE 10 : DOMICILE DU PRESTATAIRE.....	6
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	7
ARTICLE 12 : CAS DE FORCE MAJEURE	7
ARTICLE 13 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION.....	7
ARTICLE 14 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 15 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 16 : DROITS ET TAXES.....	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES – Tranche ferme	8
ARTICLE 01 : MAITRE D'OEUVRE.....	8
ARTICLE 02 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX.....	8
ARTICLE 03 : DELAI ET DUREE D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 04 : VALIDATION DES LIVRABLES.	8
ARTICLE 05 : PENALITES POUR RETARD.	8
ARTICLE 06 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE.	9
ARTICLE 07 : RECEPTION DES PRESTATIONS.	9
ARTICLE 08 : DELAI ET NATURE DE GARANTIE	9
ARTICLE 09 : MODALITES ET DELAIS D'INTERVENTIONS, NIVEAUX DE SERVICE.....	11
ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENT	11
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITÉ DES RENSEIGNEMENTS.....	12
ARTICLE 12 : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE BREVETS – COPYRIGHT.	12
ARTICLE 13 : DESCRIPTION DU PROJET.	12
ARTICLE 14 : DEFINITION DES PRIX	16
ARTICLE 15 : FORMATION ET ASSISTANCE TECHNIQUE	22
ARTICLE 16 : EQUIPE DU PRESTATAIRE.....	22
CHAPITRE 3 : CLAUSES TECHNIQUES – Tranche conditionnelle-	24
ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE	24
ARTICLE 02 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX.....	24
ARTICLE 03 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS A REALISER.....	24
ARTICLE 04 : DUREE DU MARCHÉ.	25

ARTICLE 05 :	PENALITES POUR RETARD.	25
ARTICLE 06 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE.	26
ARTICLE 07 :	RECEPTION DES PRESTATIONS.	26
ARTICLE 08 :	GARANTIE.	26
ARTICLE 09 :	MODALITES DE PAIEMENT	26
ARTICLE 10 :	CONFIDENTIALITÉ DES RENSEIGNEMENTS.	26
ARTICLE 11 :	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE BREVETS – COPYRIGHT.	27
ARTICLE 12 :	DEFINITION DES PRIX	27

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

d'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes**

Tranche ferme : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes.

Tranche conditionnelle : Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde.

Tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : TYPE DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché à tranche conditionnelle pour lequel il est prévu une tranche ferme couverte par un crédit budgétaire disponible et que le prestataire est certain de réaliser, et une tranche conditionnelle dont l'exécution est subordonnée par la disponibilité du crédit budgétaire et à la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement, dans les délais prévus par le présent marché.

ARTICLE 04 : DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le présent marché comporte une tranche ferme et une tranche conditionnelle.
Les prestations de la tranche ferme concernent l'« **Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes** ».
Les prestations de la tranche conditionnelle concernent les prestations de « **Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde** ».

ARTICLE 05 : INDEMNITES

5.1 Indemnité de dédit : en cas de renonciation par le maître d'ouvrage à réaliser la tranche conditionnelle, il ne sera pas versé d'indemnité de dédit au prestataire.

5.2 Indemnité d'attente : Lorsque l'ordre de service afférent à la tranche conditionnelle n'a pu être donné dans les délais prescrits dans le présent marché, aucune indemnité d'attente ne sera versée au titulaire. Néanmoins, le titulaire a le droit de demander la résiliation de la tranche conditionnelle au cas où la notification de l'ordre de service de commencement dépassera trois (3) mois suivant la date prévue de commencement.

ARTICLE 06 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;

- 4) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 5) Le CCAG-T ;

ARTICLE 07 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du présent marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 08 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 09 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Le prestataire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du CCAG-T.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 12 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 13 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 14 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain

ARTICLE 16 : DROITS ET TAXES

Les prix du présent marché s'entendent Toutes Taxes Comprises Delivered Duty Paid (TTC DDP).

Le titulaire du marché est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc. Par conséquent, il supportera tous les impôts et taxes dont il est redevable au Maroc, y compris la TVA, tous droits de douane, de port ou autres.

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de 10% de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du marché. Pour les entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES – Tranche ferme

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

ARTICLE 01 : MAITRE D'OEUVRE

Le maître d'œuvre de la présente tranche du marché est la **Direction des Systèmes d'Information**.

ARTICLE 02 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX.

La présente tranche du marché concerne la **fourniture** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 03 : DELAI ET DUREE D'EXECUTION DU MARCHE.

Le délai global d'exécution de la présente tranche ferme du marché est de **neuf (9) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

ARTICLE 04 : VALIDATION DES LIVRABLES.

À l'issue de chaque phase, l'ONDA procédera à la validation des livrables. Trois situations peuvent se présenter :

Acceptation des livrables sans réserve ;

L'ONDA exige des modifications/améliorations. Le prestataire doit remettre les livrables modifiés/améliorés dans un délai de 8 jours ouvrables maximum à compter de la date de la communication des observations. Ce délai de 8 jours est compris dans le délai de réalisation de la phase.

Refus motivé des livrables pour insuffisance dûment justifiée, dans ce cas, le prestataire est tenu de soumettre dans un délai de 15 jours ouvrables des nouveaux livrables. Ce délai de 15 jours est compris dans le délai de réalisation de la phase.

Le délai global maximal, par phase, que se réserve l'ONDA pour communiquer les observations, approuver ou refuser les livrables n'est pas compris dans le délai d'exécution de la phase.

ARTICLE 05 : PENALITES POUR RETARD.

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps la présente tranche ferme du marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par la présente tranche ferme du marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, par jour de retard, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial de la tranche ferme du marché; éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

- 1- **En cas de retard dans l'exécution des travaux** : Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à huit pour Cent (8 %) du montant de la tranche ferme du marché ; éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux, au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 C.C.A.G.T.
- 2- **En cas de retard dans la remise des documents ou rapports** : Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est plafonnée à deux pour Cent (2 %) du montant de la tranche ferme du marché ; éventuellement majoré par les montants

correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 06 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE.

a) **Cautionnement** : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial de la tranche ferme du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T

b) **Retenue de garantie** : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 07 : RECEPTION DES PRESTATIONS.

1- Réception provisoire :

La réception provisoire de la présente tranche du marché sera effectuée conformément aux dispositions définies par l'article 73 du CCAGT.

2- Réception définitive :

La réception définitive de la présente tranche du marché sera prononcée dans un délai de **trente-six (36) mois** à compter de la date de réception provisoire globale conformément aux dispositions définies par l'article 76 du CCAGT.

Les réceptions provisoire et définitive seront matérialisées par un PV de réception signé par les personnes habilitées de l'ONDA.

ARTICLE 08 : DELAI ET NATURE DE GARANTIE

I. DELAI DE LA GARANTIE

Le délai de garantie de la tranche ferme est fixé à **trente-six (36) mois**, pièces et main d'œuvre avec intervention sur site, et ce à compter de la date de réception provisoire de la présente tranche du marché. Durant la période de garantie, le Prestataire est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du CCAGT.

II. NATURE DE LA GARANTIE

Le titulaire livrera des équipements neufs pourvus d'un certificat d'origine. Le titulaire garantit les équipements et logiciels objet de la présente tranche du marché contre tout vice de fabrication, de matière ou bug logiciel.

Les équipements et logiciels seront maintenus ou rétablis en bon état de fonctionnement sans frais pour le maître d'ouvrage pendant la période de garantie.

III. AUTRES PRESTATIONS A REALISER PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE :

Pendant cette période de garantie, le titulaire doit exécuter les prestations suivantes :

A. Garantie matérielle.

Cette prestation comprend :

1. Le rétablissement de la conformité des matériels aux spécifications annoncées dans la documentation technique en intervenant sur ou en corrigeant et mettant à jour la documentation ;
2. Le contrôle périodique et le maintien du bon état technique de fonctionnement des équipements et dispositifs sans exception, selon les dates et heures convenues d'un

commun accord avec le maître d'ouvrage. Le contrôle périodique comprend les mises au point nécessaires et le remplacement des pièces hors d'usage ;

3. L'exécution de toutes les réparations, remplacements et mises au point nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des machines et dispositifs ;
4. La maintenance corrective de premier niveau, à la demande du maître d'ouvrage, qui correspond à la détection des défauts et l'exécution sur site des opérations suivantes : réparation, mise au point et remplacement provisoire des éléments reconnus défectueux.

Les modalités et délais de cette maintenance sont détaillés dans l'article « Modalités et délais d'interventions, niveaux de services ».

5. La maintenance de second niveau qui correspond à la réparation en usine ou en atelier des équipements défectueux doit être réalisée dans les conditions fixées par l'article « Modalités et délais d'interventions, niveaux de services ».

Les pièces dont l'échange serait nécessaire seront remplacées par des pièces neuves et équivalentes. Les modifications décidées par les services d'études du titulaire en accord avec le maître d'ouvrage visant une amélioration du niveau technologique et des performances des matériels et dispositifs installés. Les pièces reprises pour échange deviendront la propriété du titulaire sauf les éléments contenant les données du maître d'ouvrage.

B. Garantie logiciels.

1. Responsabilité du titulaire dans l'installation des nouvelles versions des logiciels en cas de mise à jour : ce service est exécuté sous la responsabilité du titulaire et vise à installer les nouvelles versions des logiciels concernés.
2. Ce service comprend également la fourniture d'une documentation technique à jour et conforme à la nouvelle version des logiciels fournis, installés sur les équipements du maître d'ouvrage.
3. Correction des anomalies détectées par le maître d'ouvrage : lorsque le maître d'ouvrage détecte une anomalie de fonctionnement des logiciels fournis, ou lorsqu'après application des consignes d'utilisation contenues dans la documentation technique, le logiciel ne réagit pas de la manière attendue, il en informe le titulaire, qui intervient pour :
 - a) Assister le maître d'ouvrage dans la réalisation du compte-rendu d'anomalie ;
 - b) Diagnostiquer l'anomalie ;
 - c) Si le diagnostic conclut que l'anomalie est due à la version en cours du logiciel, le titulaire doit définir et mettre en œuvre, pour l'anomalie détectée : soit un procédé de rectification, soit des procédés de correction temporaire ou de solutions d'urgence de contournement lorsque la rectification définitive exige des délais longs de mise en œuvre qui risquent de gêner l'exploitation ; soit un procédé de neutralisation permettant d'éliminer les conséquences de l'anomalie détectée ;
 - d) Si une anomalie est due à une erreur de la documentation, le titulaire se doit de corriger et de mettre à jour cette documentation ;
 - e) Si le logiciel est inutilisable, le titulaire prend toutes les mesures qui sont à sa disposition dans le but de résoudre sur place l'anomalie en rectifiant l'erreur ou en mettant en œuvre une solution de contournement.
4. Correction des anomalies détectées : lorsque le(s) éditeur(s) et/ou constructeur(s) de la solution proposée corrige(nt) une anomalie de fonctionnement du logiciel sur un système similaire à celui installé chez le maître d'ouvrage, le titulaire doit informer ce dernier et doit mettre en œuvre, à titre préventif, les corrections définitives ou provisoires mises au point.

C. Revues techniques.

Le titulaire s'engage vis à vis du maître d'ouvrage quant à la conformité de la solution globale aux services attendus et à effectuer des revues techniques périodiques afin de déceler les

possibles dégradations de performances et de réaliser les actions de redressements adéquates. Le titulaire doit fournir un descriptif détaillé des prestations de revues techniques ainsi que les modèles des rapports y afférents.

D. Assistance pendant la période de garantie.

Durant la période de garantie, Le prestataire doit inclure dans son offre, une enveloppe de trente (30) jours/Hommes d'assistance technique, en dehors des prestations de garantie, pour des besoins d'évolution.

Chaque mission d'assistance demandée par l'ONDA fera l'objet, avant exécution, d'un cadrage entre l'ONDA et le prestataire, d'une proposition émise par le prestataire qui indiquera notamment les éléments suivants :

La démarche proposée (liste et le descriptif des tâches à réaliser, les livrables).

Planning de réalisation.

Plan de charge (Le volume de jours / hommes proposé).

Les intervenants désignés pour la réalisation.

Le cas échéant, les moyens requis à mettre en œuvre spécifiquement par l'ONDA.

Après validation par l'ONDA de la proposition précitée et préalablement à chaque intervention, une lettre de commande validée doit être émise par l'ONDA.

Le Prestataire doit fournir un rapport de mission d'assistance ainsi que les livrables convenus pour chaque intervention réalisée et doit le soumettre à la validation de l'ONDA.

ARTICLE 09 : MODALITES ET DELAIS D'INTERVENTIONS, NIVEAUX DE SERVICE.

Le prestataire s'engage à respecter les niveaux de services minimums suivants :

Service	Niveau de service	Valeur
Maintenance curative et préventive	Plage de service	24 heures/24 7 jours/7
Maintenance curative	Délai d'intervention sur site	4 heures, délai de route compris
	Délai de résolution	8 heures pour les incidents majeurs 24 heures pour les incidents mineurs
	Délai de remplacement d'un équipement défectueux	24 heures
Maintenance préventive	Maintenance préventive	Trimestrielle
	Applications des mises à jour	Selon le planning de publication des mises à jour par les éditeurs et constructeurs et après validation de l'ONDA
	Test de redondance	Trimestrielle

Le délai de résolution est calculé à partir du moment de déclaration de l'incident au centre de support du prestataire.

Un incident majeur ou bloquant est un incident provoquant un arrêt complet d'un composant matériel ou logiciel de la solution ou causant une indisponibilité ou une dégradation importante du service utilisateur.

Un incident mineur est un incident provoquant un dysfonctionnement mineur d'un composant matériel ou logiciel de la solution sans impact ou avec impact mineur sur le service utilisateur.

ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution de la tranche ferme du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de la réception provisoire des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITÉ DES RENSEIGNEMENTS.

Le prestataire et son personnel sont tenus au secret professionnel, pendant toute la durée de la prestation et après son achèvement, sur les données, les renseignements et les documents recueillis, ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du projet.

Sans autorisation préalable de l'ONDA, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'ONDA des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur prestation.

Toute communication publique autour de ce projet doit être précédée obligatoirement d'une autorisation écrite de l'ONDA.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le marché.

ARTICLE 12 : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE BREVETS – COPYRIGHT.

Au cas où une action judiciaire est intentée contre le maître d'ouvrage sous prétexte que l'utilisation d'un équipement ou dispositif fournis par le titulaire dans le cadre du marché constitue une infraction à un droit de propriété industrielle ou copyright, le maître d'ouvrage devra en aviser par écrit le titulaire sans délai. Le titulaire assurera la défense du maître d'ouvrage et supportera tous les frais à la condition qu'il ait été mis en mesure par le maître d'ouvrage de diriger la procédure à son seul gré et ait reçue du maître d'ouvrage toutes les facilités et l'appui nécessaires. Au cas où les équipements, objet du présent marché pourraient être ou seraient considérés par un tribunal comme constituant une infraction au droit de propriété industrielle, le titulaire devra trouver une solution en explorant les différentes possibilités suivantes dans l'ordre indiqué ci-après :

Obtenir à ses frais le droit de continuer à utiliser les équipements ;

Les remplacer par des équipements qui ne seraient pas en infraction, ayant les mêmes fonctionnalités et sans remettre en cause les acquis du maître d'ouvrage ;

Les modifier pour qu'ils ne soient plus en infraction, tout en gardant les mêmes fonctionnalités et sans remettre en cause les acquis du maître d'ouvrage.

Les dispositions ci-dessus, constituent la limite de la responsabilité du titulaire en matière de propriété industrielle. Elles ne s'appliquent pas aux modifications effectuées conformément à des croquis ou spécifications fournis par le maître d'ouvrage ni aux programmes, leurs adjonctions ou leurs modifications exécutées par le maître d'ouvrage ou à sa demande.

ARTICLE 13 : DESCRIPTION DU PROJET.

1- Objet :

L'objet du projet est l'acquisition d'une solution matérielle et logicielle pour la sauvegarde et le stockage des données du système d'information de l'ONDA, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes.

2- Contexte et objectifs :

Le système d'information de l'ONDA ne cesse de se développer et de s'enrichir par des systèmes et des applications qui deviennent de plus en plus incontournables dans l'exercice des activités quotidiennes des services de l'ONDA aussi bien au niveau central qu'au niveau des aéroports.

Ces systèmes et applications génèrent et exploitent des données de tailles énormes et aussi très critiques. Le patrimoine informationnel de l'ONDA est formé de plusieurs dizaines de terra

octets, et est disponible au niveau du siège de l'ONDA et dans tous les aéroports du Royaume.

Cet important patrimoine informationnel de l'ONDA exige d'être régulièrement sauvegardé et sécurisé contre toute perte ou altération des données le constituant.

L'ONDA dispose déjà de plusieurs systèmes permettant de sauvegarder son patrimoine informationnel. Toutefois, l'Office décide d'acquérir et de mettre en œuvre une nouvelle solution pour renforcer ses capacités de sauvegarde, pour centraliser et améliorer ces opérations déterminantes pour la sécurité de son système d'information.

Ce sont les objectifs attendus de l'acquisition et de la mise en œuvre de la nouvelle solution de sauvegarde et de stockage, objet de cet appel d'offres, et qui consistent notamment à :

- Centraliser la sauvegarde de l'ensemble des données des systèmes du siège et des aéroports pour améliorer leur sécurité contre toutes perte ou altération ;
- Augmenter les capacités de sauvegarde pour répondre aux besoins actuels et aussi anticiper les évolutions prévues dans les prochaines années. Cette augmentation sera possible par l'acquisition des équipements matériels appropriés, et aussi par l'acquisition des systèmes permettant l'optimisation, la compression et la déduplication des données ;
- Diminuer les temps exigés pour les sauvegardes et les restaurations des données ;
- Assurer la redondance et la réplication des données.

3- Description des infrastructures et équipements actuels :

La description des infrastructures et des équipements actuels permettra au prestataire d'apprécier les spécifications techniques des solutions à proposer, de les dimensionner convenablement et aussi d'estimer les efforts nécessaires à faire pour intégrer la solution proposée avec les équipements et systèmes actuels.

Les principales composantes du système d'information de l'ONDA sont résumées comme suit :

A. Les principales solutions, applications et systèmes disponibles.

Les applications métier, solutions et systèmes constituant le système d'information disponibles au niveau du siège de l'ONDA sont principalement :

- Systèmes de gestion comptable et financière, basés autour de l'ERP Oracle Business Suite ;
- Systèmes de gestion des ressources humaines, formés du système HR-Access, système de gestion du temps et de la cantine, de notation...
- Systèmes de gestion commerciale, formés principalement du système COSMOS ;
- Systèmes de gestion du parc auto, de gestion électronique de document, de vidéo-surveillance, de téléaffichage, de visio-conférence...
- Les portails Internet et Intranet ;
- Etc.

Les applications métier et systèmes constituant le système d'information disponibles au niveau des aéroports sont :

- Les systèmes aéroportuaires dédiés au téléaffichage;
- Les systèmes de vidéo-surveillance ;
- Les systèmes de contrôle d'accès ;
- Les systèmes de téléphonie (PABX ou Autocom IP).
- Etc.

Les Systèmes de Gestion de Base de Données actuellement disponibles sont :

- Oracle;

- SQL Server;
- Mysql;
- Etc.

B. Les serveurs actuellement disponibles.

Globalement le parc informatique de l'ONDA repose sur une infrastructure comprenant environ 200 serveurs répartis entre le siège de l'ONDA et les aéroports comme suit à titre indicatif :

- **Serveurs disponibles au niveau du siège :**
 - ✓ 50 Serveurs physiques hébergés au niveau de la salle machine ;
 - ✓ 49 Serveurs virtuels.

- **Serveurs disponibles au niveau des aéroports :**

Au total, les 13 aéroports sont équipés de 91 serveurs (physiques et virtuels).

C. Les équipements dédiés au stockage et à la réplication.

Les équipements dédiés au stockage et à la réplication des données disponibles au niveau du siège et dans les principaux aéroports sont décrits ci-après.

- **Equipements de stockage au niveau du siège.**

Au niveau du siège, les équipements permettant le stockage sont formés par des baies de stockage. Les caractéristiques techniques des baies sont détaillées par le tableau suivant à titre indicatif :

Nom de la baie	Type et nombre de connexions	Configuration Interne existante	Niveau RAID
Baie 1	4 Fibres Channel	34 * 600 GB FC	RAID 10 et RAID 5
Baie 2	2 Fibres Channel	22 * 600 GB FC	RAID 5
Baie 3	FC	-	RAID 10 / RAID 5

Les baies de stockage sont connectées aux serveurs de production par les switches SAN ayant les caractéristiques suivantes :

Switch	Nombre de ports actifs	Ports disponibles
SAN-SWITCH0	8 ports activés FC chacun	24
SAN-SWITCH1	8 ports activés FC chacun	24
SAN-SWITCH	8	2

- **Equipements de stockage au niveau des aéroports.**

Les principaux aéroports (Casablanca, Rabat, Fès, Oujda, Tanger, Marrakech et Agadir) disposent des baies de stockage. Chaque aéroport dispose de 2 baies, identiques pour les 7 aéroports, ayant les spécifications suivantes :

Site	Quantité	Type de connexions	Niveau RAID	serveurs connectés
Aéroport	2 par aéroport	FC	RAID5 + Spare	2

Les baies de stockage sont connectées aux serveurs par des switches SAN ayant les caractéristiques suivantes :

Site	Quantité	Ports actifs	Ports disponibles	Baie connectée	serveurs connectés
Aéroport	2 par aéroport	6	18	2	3

D. Les équipements et logiciels dédiés aux sauvegardes des données.

Les équipements et logiciels mobilisés pour la sauvegarde des données actuellement disponibles au niveau du siège et des aéroports sont :

▪ Equipements et logiciels de sauvegarde au niveau du siège.

Au niveau du siège, les équipements et logiciels de sauvegarde disponibles sont :

- Les logiciels de sauvegarde NetBackup et Backup Exec..
- Des robots de sauvegarde.

▪ Equipements et logiciels de sauvegarde au niveau des aéroports.

Les principaux aéroports (Casablanca, Rabat, Fès, Oujda, Tanger, Marrakech et Agadir) disposent des robots de sauvegarde. Chaque aéroport dispose d'un robot, identique pour les 7 aéroports, ayant les spécifications suivantes :

Type Equipement	Site	Qte	Type de connexion
Robot de sauvegarde	Aéroport	1 par aéroport	SAS

▪ Stratégie de sauvegarde adoptée au niveau du siège.

L'ONDA a défini et applique une stratégie de sauvegarde des données conforme aux exigences des systèmes d'information et qui tient compte des moyens actuels.

Le prestataire retenu aura accès à cette stratégie, ainsi qu'à une nouvelle procédure et stratégie récemment conçues. Il est tenu de les implémenter et éventuellement de proposer leur amélioration.

▪ Les systèmes et données à sauvegarder.

Ci-dessous sont détaillées les tailles des données à sauvegarder et les capacités disques exigées des Appliances de sauvegarde.

A noter que cette analyse est donnée à titre indicatif, le prestataire retenu fera une analyse détaillée des données à sauvegarder, de la politique de sauvegarde à appliquer, et ce en commun accord avec l'ONDA.

La taille des données à sauvegarder est environ 30 Terra Octets.

La synthèse des données , des rétentions et des évolutions annuelles **ont permis d'estimer une taille d'environ 70 TO des données à sauvegarder.**

E. Les infrastructures réseaux des télécommunications LAN et WAN.

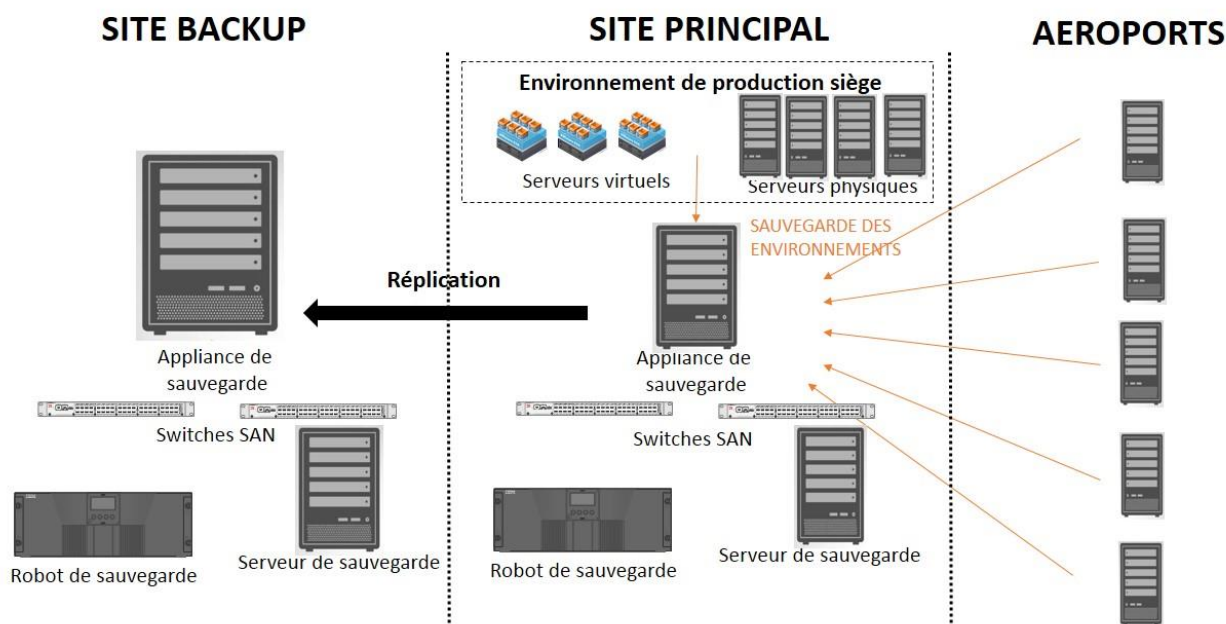
L'ONDA dispose des réseaux locaux au niveau du siège, des sites et des aéroports, d'un réseau MAN étendu interconnectant les sites du siège de l'ONDA et un réseau WAN permettant de connecter les aéroports au siège.

ARTICLE 14 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAGT.

Description de la solution cible pour la sauvegarde centralisée.

L'ONDA a réalisé une étude pour le recueil des besoins et la définition de la solution appropriée pour la sauvegarde centralisée. A l'issue de cette étude, il a été décidé de mettre en place une architecture formée d'un Appliance de sauvegarde et d'un robot de sauvegarde au niveau du site de production et de backup.



Architecture cible de la solution de sauvegarde.

Dans cette architecture, il est prévu de sauvegarder les données de production sur disques avant d'être déplacées sur bande pour le stockage à long terme.

Spécifications techniques minimales requises pour les équipements.

Les spécifications techniques minimales que doivent respecter les équipements demandés sont détaillés ci-après.

PRIX N° 1 : APPLIANCE DE SAUVEGARDE

L'Appliance de sauvegarde doit avoir les spécifications minimales suivantes :

Désignation	Spécifications minimales exigées
Marque et modèle de l'Appliance	- Les Appliance proposées doivent être celles des constructeurs reconnus.
Format	- L'Appliance proposée doit être au format rackable

Désignation	Spécifications minimales exigées
Solution	<ul style="list-style-type: none"> - systèmes de librairie virtuelle. - Tous les composants hardware et software de l'Appliance doivent être de la même marque. Les composantes (contrôleur, tiroirs disques...) doivent être interconnectées directement entre eux sans utilisation d'un switch SAN. - Modèle de l'Appliance récent (non en fin de vie) avec les dernières versions logicielles stables.
Capacité utile	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité utile de 70 To au minimum en Raid 6 extensible à 180 To au minimum (L'extension de la capacité disque doit se faire à chaud sans interruption des opérations de sauvegarde), sur la même unité. - La capacité utile demandée est estimée selon un dimensionnement avec les taux de déduplication standards, la politique de sauvegarde et le taux d'évolution fournis. Le prestataire s'engage que la capacité demandée permet de sauvegarder l'ensemble des données à sauvegarder conformément à la politique de sauvegarde et le taux d'évolution demandés.
Connectivité	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir 4 ports FC 8 Gb/s au minimum. - Fournir 2 ports Ethernet 10 Gb/s au minimum. - Fournir 4 ports Ethernet 1 Gb/s au minimum.
Type de disque	<ul style="list-style-type: none"> - SAS, ou SATA, avec des disques SSD pour le contrôleur. - La répartition des disques SSD et SAS, ainsi que la vitesse du disque SAS doivent être précisées par le prestataire.
Protocole supportés	<ul style="list-style-type: none"> - NFS, CIFS, VTL et protocole de répartition de déduplication entre le media server/serveur cible et l'Appliance en simultanée.
Tolérance aux pannes	<ul style="list-style-type: none"> - Dispositif hardware de tolérance de pannes sur les disques (minimum RAID 6 à double parité). - Fourniture de disques de spare selon les recommandations du constructeur, sinon confirmer l'engagement de les fournir si nécessaire dans le cadre de la garantie. Préciser le nombre fourni ou à fournir si nécessaire. - Gestion automatique et à chaud des spares. - Remplacement à chaud des composantes de l'Appliance.
Réplication	<ul style="list-style-type: none"> - Réplication multidirectionnelle des données sauvegardées
Fonctionnalités	<ul style="list-style-type: none"> - Système de sauvegarde sur disque, ne nécessitant l'installation d'aucun agent sur les serveurs. - Déduplication globale de toutes les données présentes au sein de l'Appliance sans impact sur les performances. - Interopérabilité totale avec tout type de stockage, OS, Hyperviseur, Bases de données, client, Cloud... - Supporter la déduplication à 3 niveaux : à la source, au niveau serveur backup et au niveau de l'Appliance. - La solution doit être équipée d'un dispositif de Snapshot interne permettant de revenir à une situation antérieure. - La solution doit supporter le cryptage et la compression des données. - La solution Appliance proposée doit être compatible avec le logiciel de sauvegarde proposé et permettre un fonctionnement optimal et performant des opérations de sauvegardes et restauration.
Performances	<ul style="list-style-type: none"> - Débit de sauvegarde de 10 To/heure au minimum en mode natif (hors déduplication serveur et client).
Externalisation	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilité d'externalisation à partir de l'Appliance vers un robot externe : cette opération doit-être pilotée par le logiciel de sauvegarde pour éviter l'utilisation de deux catalogues différents.

Désignation	Spécifications minimales exigées
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> - Tolérance ZERO à la corruption des données à cause de la déduplication - Dispositifs de vérification de l'intégrité et de défragmentation des données embarqués sur le matériel. - La vérification de l'intégrité doit se faire d'une façon continue de bout en bout depuis la réception des données au niveau du contrôleur jusqu'à son stockage sur disque après déduplication. Ceci doit se faire automatiquement sans intervention de l'administration de l'Appliance. - Cryptage et protection des données sauvegardées contre toute altération ou divulgation malveillantes des données sauvegardées.
Administration	<ul style="list-style-type: none"> - Console d'administration avec interface web pour l'administration de toutes les fonctionnalités de la solution proposée. - Accès sécurisés à la console d'administration : login/mot de passe, HTTPS au minimum.
Supervision	<ul style="list-style-type: none"> - Supervision proactive et complète de tous les indicateurs de l'Appliance au niveau hardware et software (disponibilité, performance, réplication et sécurité au minimum). - Support de SNMP
Alimentation et ventilation	<ul style="list-style-type: none"> - Alimentation et ventilation redondantes et remplaçables à chaud
Autres spécifications	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir les prérequis logiciels, licences et matériels pour l'installation de la solution clé en main pour toute la capacité de l'Appliance et conforme à toutes les exigences demandées.

Prix payé à l'unité

PRIX N° 2 : ROBOT DE SAUVEGARDE

Le robot de sauvegarde doit avoir les spécifications minimales suivantes :

Désignation	Spécifications minimales exigées
Format	<ul style="list-style-type: none"> - Rackable
Solution	<ul style="list-style-type: none"> - Robot de gestion des bandes. - Modèle de robot récent (non pas en fin de vie) avec les dernières versions logicielles stables.
Compatibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Compatible avec les systèmes actuels de l'ONDA.
Configuration	<ul style="list-style-type: none"> - 2 Lecteurs au minimum LTO 6 - 48 slots de bandes - Lecteur de code à barre intégré avec calibrage automatique
Connectique	<ul style="list-style-type: none"> - 4 ports FC de 8Gb/s au minimum - Interface Ethernet pour l'administration au minimum
Bandes	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir un lot de 100 bandes LTO avec code à barre - Fournir 4 bandes de nettoyage LTO Nettoyage automatique initié par le robot ou par les commandes du logiciel de sauvegarde
Alimentation et ventilation	<ul style="list-style-type: none"> - Alimentation redondante remplaçable à chaud
Administration	<ul style="list-style-type: none"> - Console d'administration sécurisée avec interface web pour l'administration de toutes les fonctionnalités de la solution proposée - Panneau LCD pour administration locale
Supervision	<ul style="list-style-type: none"> - Supervision proactive et complète de tous les indicateurs de la solution proposée - Support de SNMP

Prix payé à l'unité

PRIX N° 3 : LOGICIEL DE SAUVEGARDE

Le logiciel de sauvegarde doit avoir les spécifications minimales suivantes :

Désignation	Spécifications minimales exigées
Classement éditeur	<ul style="list-style-type: none"> - L'éditeur doit être parmi les leaders dans le domaine des logiciels de sauvegarde. -
Solution proposée	<ul style="list-style-type: none"> - Solution de sauvegarde et de restauration pour les environnements virtuels et physiques - Logiciel de sauvegarde récent (non en fin de vie) avec les dernières versions logicielles stables. - Un seul produit/une seule console de management pour la sauvegarde et la restauration
Support Virtualisation	<ul style="list-style-type: none"> - Sauvegarde et restauration des VMs
Support des OS/DBs/applications	<ul style="list-style-type: none"> - Sauvegarde et restauration des OS (Solaris, Aix et Windows), images systèmes et bases de données. - Sauvegarde et restauration des bases de données : Oracle, Microsoft SQL Server, MySQL, Microsoft Exchange Server.
Intégrité des sauvegardes	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrité des applications et des bases de données pendant la sauvegarde
Externalisation	<ul style="list-style-type: none"> - Support de l'externalisation des sauvegardes vers le robot de sauvegarde - Externalisation et restauration à partir du robot indépendamment de l'Appliance
Archivage	<ul style="list-style-type: none"> - Archivage des sauvegardes selon la politique de rétention arrêté et restauration par la suite
Fonctionnalités	<ul style="list-style-type: none"> - Sauvegarde totale et incrémentielle selon la politique de sauvegarde arrêté - Restauration des données sauvegardées - Support de la déduplication au niveau client et serveur - Support des nouveaux workload type hyper-convergé, Big-data...
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> - La solution doit prévoir la vérification de l'intégrité des données - Mettre en place une architecture permettant la reprise d'activité rapide du serveur de sauvegarde. Présenter l'architecture préconisée.
Administration	<ul style="list-style-type: none"> - Console d'administration avec interface Web pour l'administration de toutes les fonctionnalités de la solution proposée. - Accès sécurisés à la console d'administration : login/mot de passe, HTTPS au minimum.
Supervision	<ul style="list-style-type: none"> - Supervision proactive et complète de tous les indicateurs de la solution proposée. - Support de SNMP.
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir les prérequis logiciels et matériels pour l'installation de la solution clé en main selon l'architecture proposée (serveurs, logiciels, licences, connectique, etc.). - Fournir une solution de sauvegarde clé en main avec tous les logiciels (API, agent) et licences nécessaires pour le support des spécifications demandées, la sauvegarde du volume total de données conformément à la politique de sauvegarde arrêtée. La licence proposée

Désignation	Spécifications minimales exigées
	doit couvrir un nombre d'agents illimité pour la sauvegarde de tout type d'environnement de l'ONDA.

Prix payé à l'ensemble

PRIX N° 4 : SWITCH FIBRE CHANNEL

Le Switch Fibre Channel doit avoir les caractéristiques techniques minimales ci-dessous :

o Désignation	o Spécifications minimales exigées
o Switch Fiber Channel	<ul style="list-style-type: none"> - quatre (04) Switchs FC d'une marque mondialement connue. - Modèle de switch récent (non pas en fin de vie) avec les dernières versions logicielles stables. - Switch Fiber Channel équipé de 24 ports dont 18 actifs, de 16 Gb/s au minimum. Le prestataire peut ajuster le nombre de ports/switchs à la hausse s'il le juge nécessaire et justifiera sa proposition. - Licence ISL Trunking à fournir. - Alimentation et ventilation redondantes remplaçables à chaud.
o Format	- Rackable (nombre d'unités à préciser par le prestataire).
o Administration	<ul style="list-style-type: none"> - Le Switch administrable. - Accès sécurisés à la console d'administration : login/mot de passe, HTTPS/SSH.
o Supervision	<ul style="list-style-type: none"> - Supervision proactive et complète de tous les indicateurs des switchs et des composants hardware et software (disponibilité, performance, capacité et sécurité...). - Support de SNMP.
o Compatibilité	- Compatible avec les baies actuelles de stockage de l'ONDA.
o Autres spécifications	- Fournir tous les prérequis nécessaires à la mise en place clé en main du Switch et de ses connectiques à toutes les composantes de la plate-forme cible (connectiques, modules SFP+, câbles, accessoires, prestations de câblage, etc.).

Prix payé à l'unité

PRIX N° 5 : SERVEUR

Le serveur doit avoir les caractéristiques techniques minimales ci-dessous :

o Désignation	o Spécifications minimales exigées
o Type et format	<ul style="list-style-type: none"> - De marque mondialement connue. - Rackable
o Processeurs, mémoire et disques	<ul style="list-style-type: none"> - 2 Processeurs de type Intel 8 cœurs de 2.4 GH - Mémoire : 128 GB minimum - Disques durs : 4 * 600 GB 10 K RPM SAS 12 Gbps
o Contrôleurs, ports et gestion	<ul style="list-style-type: none"> - Contrôleurs de stockage : contrôleur RAID + adaptateur. Supporte RAID 6 - E/S et ports : Dual-port 1 GbE, Dual Port 10 GbE Base T, cartes Dual Channel 8 Gb Optical Fibre Channel HBA.
o Alimentation et ventilateurs	- Blocs d'alimentation et ventilateurs : Blocs d'alimentation enfichables à chaud et entièrement redondants (1+1).

○ Désignation	○ Spécifications minimales exigées
○ Connectique et Accessoires	<ul style="list-style-type: none"> - 2 Cartes Réseau Ethernet avec 2 ports 10 Gb/s au minimum permettant une interconnexion redondante et en répartition de charge vers le réseau Ethernet (fonction de teaming doit être intégrée). - 2 Cartes Réseau Fiber Channel avec 2 ports 8 Gb/s au minimum permettant une interconnexion redondante et en répartition de charge vers le réseau Fiber channel - Ensemble des autres accessoires et connectiques nécessaires pour le fonctionnement et l'intégration avec la plateforme de sauvegarde de l'ONDA.
○ Licences	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir les licences nécessaires : Windows server récent ou Linux
○ Support des OS	<ul style="list-style-type: none"> - Windows 2008/2012/2016/Linux et versions supérieures - Logiciels de virtualisation serveurs
○ Interface de management	<ul style="list-style-type: none"> - Alimentation redondante. - Interface de management avec accès sécurisé (login et mot de passe et SSL au minimum). - Support de SNMP.
○ Autres spécifications	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir un Rack 19 pouces et tous les prérequis nécessaires pour le bon fonctionnement du serveur et de la solution de sauvegarde.

Prix payé à l'unité

PRIX N° 6 : INGENIERIE ET MISE EN SERVICE DE LA SOLUTION

Les prestations à réaliser dans le cadre de cette mission sont décrites ci-dessous.

1. Ingénierie et validation des besoins.

Le prestataire est appelé durant cette phase à réaliser une étude d'ingénierie permettant l'analyse et l'évaluation des besoins en matière de stockage et de sauvegarde, ainsi que l'architecture et les spécifications détaillées de la solution à mettre en place.

Il devra par conséquent énumérer les données à sauvegarder et mettre en œuvre par la suite les politiques de sauvegardes suivant les besoins de l'ONDA.

2. Installation, paramétrage et test de la solution.

L'installation du matériel est à la charge du titulaire. Cette installation devra contenir :

- L'installation et la configuration des équipements et les connecter aux réseaux et aux infrastructures du maître d'ouvrage (robots de sauvegarde LTO, Appliance, Serveurs...)
- Installation et configuration des deux Appliance ainsi que la réplication et les politiques de sauvegarde afférentes ;
- L'installation et la configuration des logiciels des Appliance de sauvegarde proposées
- Mise en place de la politique de sauvegarde pour l'ensemble de l'environnement de l'ONDA définie lors de l'étude de l'ingénierie.
- La confection d'une liste détaillée de tests de sauvegarde et de restauration et réalisation de ces tests en collaboration avec les équipes du titulaire du marché et avec les équipes du maître d'ouvrage avec des rapports détaillés décrivant la situation, le déroulement et le résultat de chaque test ;
- Assurer le transfert de compétences au profit de l'équipe du maître d'ouvrage afin qu'elle soit en mesure d'exploiter et de superviser en toute autonomie les plateformes objet du présent marché ;

- Fourniture de toute la documentation d'installation et d'exploitation de la plateforme de sauvegarde ; Le titulaire devra fournir une documentation technique complète, à jour et en langue française.

Prix payé au Forfait

ARTICLE 15 : FORMATION ET ASSISTANCE TECHNIQUE

Après achèvement des tests réalisés par le prestataire et l'ONDA, le prestataire procédera au déploiement des solutions objets du présent marché, et assurera un transfert de compétences complet et de qualité afin de permettre à l'équipe d'exploitation de maîtriser et d'être autonome dans l'exploitation des solutions mises en place.

Le Titulaire assurera un plan de formation éditeur et de préférence certifiante permettant d'assurer le transfert de compétence au personnel dédié de l'ONDA.

Le nombre de participant est un groupe de 5 personnes.

La formation doit couvrir tous les modules de la solution.

Le prestataire doit détailler dans son offre les thèmes et le programme des formations qu'il compte assurer, ainsi que les durées proposées.

Le Titulaire devra également assister l'équipe de l'ONDA pour qu'elle maîtrise l'administration des solutions livrées, et ce pendant trois mois à compter de la date de la réception provisoire de la présente tranche du marché. Pendant cette période, le Titulaire est tenu aussi de prendre en charge toutes anomalies ou régressions constatées par l'équipe de l'ONDA jusqu'à stabilisation du nouveau système.

Les livrables des prestations.

Les livrables à produire pour les différentes phases de cette mission sont :

Prestation	Livrables
Analyse des besoins et ingénierie.	<ul style="list-style-type: none"> - Dossier d'ingénierie détaillant la solution matérielle et l'architecture de sauvegarde/stockage cible détaillée.
Installation paramétrage et test de la solution.	<ul style="list-style-type: none"> - Un manuel détaillé d'utilisation ; - Dossier d'administration contenant l'ensemble des procédures de sauvegarde associées ainsi que la politique de sauvegarde ; - Dossier d'installation et d'exploitation contenant l'ensemble des procédures associées ; - Dossier descriptif des politiques de sauvegarde ; - Document de migration et d'archivage des données ; - Les rapports des tests et recette technique ; - Procédure de tests et de bascule.
Formation et assistance technique.	<ul style="list-style-type: none"> - Support de formation.
Garantie	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches des interventions.

ARTICLE 16 : EQUIPE DU PRESTATAIRE

Le titulaire devra désigner un responsable du projet qui sera l'unique correspondant du maître d'ouvrage pour toutes les questions techniques, administratives et commerciales du projet,

fournir et tenir à jour un programme détaillé des travaux. Ce responsable devra posséder une connaissance approfondie du projet.

La constitution de l'équipe projet est la suivante :

Un chef de projet :

Ayant une formation en informatique de Bac + 5 au minimum, et maîtrisant les différentes technologies de sauvegarde et de stockage ;

Ayant au moins huit (08) ans d'expérience et ayant conduit au moins cinq (5) projets similaires ;

Un ingénieur sauvegarde/stockage :

Ayant une formation en informatique de Bac + 5 au minimum, expert de la solution de sauvegarde proposée ;

Ayant au moins cinq (5) ans d'expérience et certifié sur les solutions proposées par le titulaire ;

2 Techniciens en sauvegarde :

Ayant une formation en informatique de Bac + 2 au minimum et maîtrisant l'implémentation et l'administration des équipements de sauvegarde.

Ayant au moins trois (3) ans d'expérience.

CHAPITRE 3 : CLAUSES TECHNIQUES – Tranche conditionnelle-**ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE**

Le maître d'œuvre de la tranche conditionnelle du présent marché est la **Direction des Systèmes d'Information**.

ARTICLE 02 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX.

La présente tranche du marché est **une prestation de service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 03 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS A REALISER.

Pendant la tranche conditionnelle, le titulaire doit exécuter les prestations suivantes :

A. Maintenance des équipements.

Cette prestation comprend :

1. Le rétablissement de la conformité des matériels aux spécifications annoncées dans la documentation technique en intervenant sur ou en corrigeant et mettant à jour la documentation ;
2. La maintenance préventive c'est à dire le contrôle périodique et le maintien du bon état technique de fonctionnement des équipements et dispositifs sans exception ;
3. La maintenance préventive sera exécutée par le titulaire selon les dates et heures convenues d'un commun accord avec le maître d'ouvrage. La maintenance préventive comprend les mises au point nécessaires et le remplacement des pièces hors d'usage ;
4. L'exécution de toutes les réparations, remplacements et mises au point nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des machines et dispositifs ;
5. La maintenance corrective de premier niveau, à la demande du maître d'ouvrage, qui correspond à la détection des défauts et l'exécution sur site des opérations suivantes : réparation, mise au point et remplacement provisoire des éléments reconnus défectueux.

Les modalités et délais de cette maintenance sont détaillés dans l'article « Modalités et délais d'interventions, niveaux de services ».

La maintenance de second niveau qui correspond à la réparation en usine ou en atelier des équipements défectueux doit être réalisée dans les conditions et délais fixés par l'article « Modalités et délais d'interventions, niveaux de services ».

Les pièces dont l'échange serait nécessaire seront remplacées par des pièces neuves et équivalentes. Les modifications décidées par les services d'études du titulaire en accord avec le maître d'ouvrage visant une amélioration du niveau technologique et des performances des matériels et dispositifs installés. Les pièces reprises pour échange deviendront la propriété du titulaire sauf les éléments contenant les données du maître d'ouvrage.

B. Support des logiciels.

1. Installation et mise en état de bon fonctionnement des logiciels licenciés : ce service comprend la génération initiale des logiciels licenciés ainsi que les premiers essais visant à s'assurer de leur fonctionnement normal.
2. Responsabilité du titulaire dans l'installation des nouvelles versions des logiciels en cas de mise à jour : ce service est exécuté sous la responsabilité du titulaire et vise à installer les nouvelles versions des logiciels concernés.
3. Ce service comprend également la fourniture d'une documentation technique à jour et conforme à la nouvelle version des logiciels licenciés, installés sur les équipements du maître d'ouvrage.
4. Correction des anomalies détectées par le maître d'ouvrage : lorsque le maître d'ouvrage détecte une anomalie de fonctionnement des logiciels licenciés, ou lorsqu'après application des consignes d'utilisation contenues dans la

documentation technique, le logiciel ne réagit pas de la manière attendue, il en informe le titulaire, qui intervient pour :

- a) Assister le maître d'ouvrage dans la réalisation du compte-rendu d'anomalie ;
 - b) Diagnostiquer l'anomalie ;
 - c) Si le diagnostic conclut que l'anomalie est due à la version en cours du logiciel, le titulaire doit définir et mettre en œuvre, pour l'anomalie détectée : soit un procédé de rectification, soit des procédés de correction temporaire ou de solutions d'urgence de contournement lorsque la rectification définitive exige des délais longs de mise en œuvre qui risquent de gêner l'exploitation ; soit un procédé de neutralisation permettant d'éliminer les conséquences de l'anomalie détectée ;
 - d) Si une anomalie est due à une erreur de la documentation, le titulaire se doit de corriger et de mettre à jour cette documentation ;
 - e) Si le logiciel est inutilisable, le titulaire prend toutes les mesures qui sont à sa disposition dans le but de résoudre sur place l'anomalie en rectifiant l'erreur ou en mettant en œuvre une solution de contournement.
5. Correction des anomalies détectées : lorsque le(s) éditeur(s) et/ou constructeur(s) de la solution proposée corrige(nt) une anomalie de fonctionnement du logiciel sur un système similaire à celui installé chez le maître d'ouvrage, le titulaire doit informer ce dernier et doit mettre en œuvre, à titre préventif, les corrections définitives ou provisoires mises au point.

C. Revues techniques.

Le titulaire s'engage vis à vis du maître d'ouvrage quant à la conformité de la solution globale aux services attendus et à effectuer des revues techniques périodiques afin de déceler les possibles dégradations de performances et de réaliser les actions de redressements adéquates. Le titulaire doit fournir un descriptif détaillé des prestations de revues techniques ainsi que les modèles des rapports y afférents.

ARTICLE 04 : DUREE DU MARCHE.

La présente la tranche conditionnelle du marché est valable pour une durée **d'une (1) année** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations de cette tranche **(après la réception définitive de la tranche ferme relative à l'acquisition et la mise en œuvre de la solution de sauvegarde et de stockage, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes) renouvelable** d'année en année par tacite reconduction pour une durée maximale de **(03) trois années**, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception **03 (trois) mois** au moins avant la fin de l'année en cours (date d'anniversaire).

ARTICLE 05 : PENALITES POUR RETARD.

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps la tranche conditionnelle le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par la tranche conditionnelle du présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, par jour de retard, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial de la tranche conditionnelle du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

1- **En cas de retard dans l'exécution des travaux** : Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à huit pour Cent (8 %) du montant de la présente tranche du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 CCAGT.

2- **En cas de retard dans la remise des documents ou rapports :** Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est plafonnée à deux pour Cent (2 %) du montant de la présente tranche du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 06 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE.

a) **Cautionnement :** Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial correspondant à la tranche conditionnelle du présent marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T.

b) **Retenue de garantie :** Par dérogation aux dispositions aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T, aucune retenue de garantie ne sera opérée au titre de la présente tranche.

Le cautionnement définitif sera libéré sur présentation du procès-verbal d'achèvement de l'ensemble des prestations de maintenance de la tranche conditionnelle objet du présent marché.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 07 : RECEPTION DES PRESTATIONS.

Les réceptions des prestations seront prononcées trimestriellement par les personnes habilitées de l'O.N.D.A et seront sanctionnées par l'établissement d'attestations de service fait.

ARTICLE 08 : GARANTIE.

Par dérogation à l'article 75 du C.C.A.G.T et compte de la nature des travaux aucun délai de garantie n'est prévu.

ARTICLE 09 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution de la présente tranche du marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les réceptions et les facturations seront effectuées trimestriellement à terme échu.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires et le PV de réception trimestriel, signé conjointement par les personnes habilitées de l'ONDA et le titulaire du marché, précisant que les prestations et les livrables de la maintenance ont été fournis par le prestataire et validés par le service concerné.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITÉ DES RENSEIGNEMENTS.

Le prestataire et son personnel sont tenus au secret professionnel, pendant toute la durée de la prestation et après son achèvement, sur les données, les renseignements et les documents recueillis, ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du projet.

Sans autorisation préalable de l'ONDA, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'ONDA des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur prestation.

Toute communication publique autour de ce projet doit être précédée obligatoirement d'une autorisation écrite de l'ONDA.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le marché.

ARTICLE 11 : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE BREVETS – COPYRIGHT.

Au cas où une action judiciaire est intentée contre le maître d'ouvrage sous prétexte que l'utilisation d'un équipement ou dispositif fournis par le titulaire dans le cadre du marché constitue une infraction à un droit de propriété industrielle ou copyright, le maître d'ouvrage devra en aviser par écrit le titulaire sans délai. Le titulaire assurera la défense du maître d'ouvrage et supportera tous les frais à la condition qu'il ait été mis en mesure par le maître d'ouvrage de diriger la procédure à son seul gré et ait reçue du maître d'ouvrage toutes les facilités et l'appui nécessaires. Au cas où les équipements, objet du présent marché pourraient être ou seraient considérés par un tribunal comme constituant une infraction au droit de propriété industrielle, le titulaire devra trouver une solution en explorant les différentes possibilités suivantes dans l'ordre indiqué ci-après :

Obtenir à ses frais le droit de continuer à utiliser les équipements ;

Les remplacer par des équipements qui ne seraient pas en infraction, ayant les mêmes fonctionnalités et sans remettre en cause les acquis du maître d'ouvrage ;

Les modifier pour qu'ils ne soient plus en infraction, tout en gardant les mêmes fonctionnalités et sans remettre en cause les acquis du maître d'ouvrage.

Les dispositions ci-dessus, constituent la limite de la responsabilité du titulaire en matière de propriété industrielle. Elles ne s'appliquent pas aux modifications effectuées conformément à des croquis ou spécifications fournis par le maître d'ouvrage ni aux programmes, leurs adjonctions ou leurs modifications exécutées par le maître d'ouvrage ou à sa demande.

ARTICLE 12 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du C.C.A.G.T

Prix 1 : Maintenance de la plateforme de sauvegarde

Ce prix trimestriel comprend la réalisation des prestations de maintenance de la plateforme de sauvegarde.

Appel d'offres ouvert N° 229/19/AOO

Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique et de maintenance y afférentes

Tranche ferme : Acquisition et mise en œuvre d'une solution de sauvegarde, ainsi que les prestations d'assistance technique y afférentes.

Tranche conditionnelle : Maintenance annuelle de la solution de sauvegarde.

<p>Direction concernée</p> <p><i>NP</i> <i>f.</i></p> <p><i>M. Adil BENSLETEN</i> <i>AA</i> Chef du Service Sécurité Informatique</p> <p><i>Asmae EL KOHEN</i> Directrice Capital Humain</p> <p><i>DISS MOU</i> Chef du Département Exploitation et Infrastructure</p>	<p>Direction des Achats et de la Logistique</p> <p><i>3</i></p> <p><i>Le Directeur des Achats et de la Logistique</i></p> <p><i>Abdellah BOUKHLOUF</i></p>
<p>Direction Générale de l'ONDA</p> <p><i>01 NOV 2019</i></p> <p><i>Le Directeur Général</i> <i>Zouhair Mohamed EL AOUIR</i></p> <p><i>Direction Générale</i></p> <p><i>المكتب الوطني للمطارات</i> <i>Direction Générale</i> <i>OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS</i></p>	
<p>Concurrent</p> <p>CPS lu et accepté sans réserve</p>	